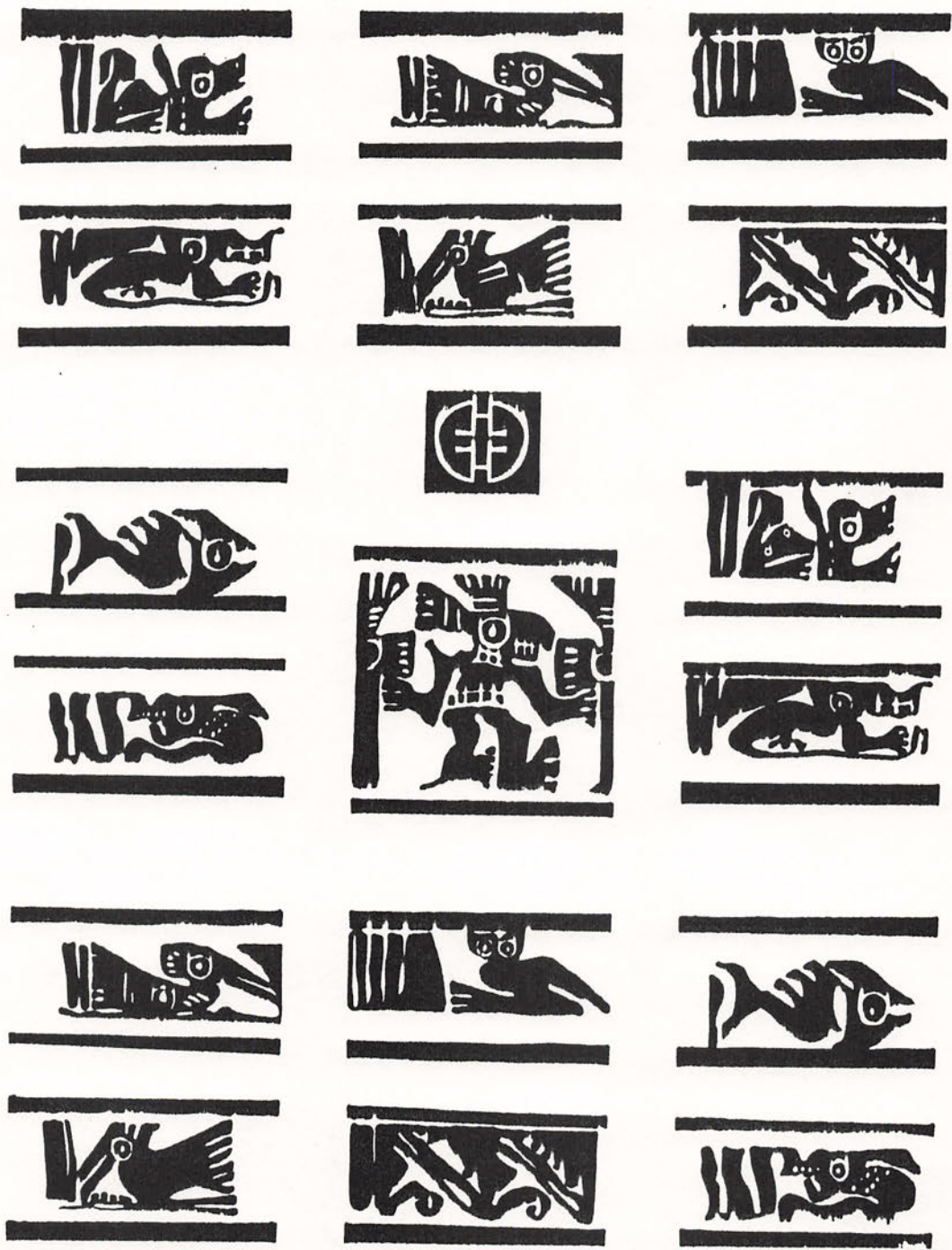


PROGRAMME DE LA DIRECTION AU DEVELOPPEMENT ET A L'AIDE  
HUMANITAIRE (DDA) POUR L'EQUATEUR

\*\*\*\*\*



Septembre 1991

Dodis



1.	<u>Information de base</u>	
1.1.	Caractéristiques du pays (y compris ressources naturelles).....	P. 1
1.2.	Population : aspects démographiques et sociaux	P. 2
1.3.	Economie du pays.....	P. 3
1.4.	Structure politique et institutionnelle.....	P. 7
2.	<u>Situation et politique de développement</u>	
2.1.	Orientations prises par le pays lui-même.....	P. 7
2.2.	Rôle de l'aide internationale.....	P. 8
2.3.	Les problèmes-clefs du pays.....	P. 10
3.	<u>L'aide suisse: rétrospective</u>	
3.1.	Développement et structure du programme jusqu'à présent.....	P. 11
3.2.	Secteurs.....	P. 12
3.3.	Mesures économiques.....	P. 13
3.4.	Aide humanitaire.....	P. 13
3.5.	Expériences, conclusions.....	P. 13
4.	<u>L'aide suisse future (concept)</u>	
4.1.	Conditions cadre: principes, budget, moyens...	P. 14
4.2.	Orientations de la politique de développement	P. 14
4.3.	Choix géographiques.....	P. 14
4.4.	Priorités sectorielles.....	P. 14
4.5.	Aspects institutionnels et partenaires.....	P. 15
5.	<u>Programme à moyen terme (objectifs et moyens)</u>	
5.1.	Priorités.....	P. 17
5.2.	Actions prospectives, actions complémentaires	P. 17

## 1. Information de base (voir annexe no 1a)

### 1.1. Caractéristiques du pays

L'Equateur, a une superficie de 270.000 km<sup>2</sup>. C'est l'un des plus petits pays d'Amérique du Sud, et le moins étendu des Etats du Pacte Andin.

Le pays compte 3 régions, fondamentalement distinctes écologiquement, dont les problèmes, niveaux et potentiels de développement sont très différents.

La côte s'étend des Andes jusqu'à l'océan Pacifique, sur une largeur de 50 à 150 km. Elle bénéficie d'un climat et de sols adéquats qui ont permis le développement d'une agriculture d'exportation (bananes, canne à sucre, huile de palme, café, cacao, riz, maïs; voir annexes nos 1b et 2). Il y a quelques années, la production de crevettes est venue s'y ajouter. Ces productions souffrent, parfois simultanément, de la fluctuation de leurs cours sur le marché mondial et des inondations.

L'essentiel de la faible industrie nationale, est concentrée dans le port de Guayaquil. Une dizaine d'autres villes ne jouent qu'un rôle secondaire. La côte représente toujours un pôle de flux migratoires, durables ou temporaires, en provenance des Andes.

Les Andes sont subdivisées en deux cordillères - occidentale, et orientale - s'étirant du nord au sud et dont les sommets dépassent les 6000 m.

Une grande vallée interandine se situe entre ces deux cordillères. Elle a une importance historique et économique particulière. On y distingue la plaine, s'étageant entre 2.500 et 3.000m., des versants (2800-4000m.). Les terres fertiles humides appartiennent encore le plus souvent à de grands propriétaires, très peu affectées par la réforme agraire de 1965-69. On y pratique surtout l'élevage laitier sur des pâturages artificiels. Les propriétaires sont réunis en associations de producteurs très puissantes.

En revanche, les possibilités offertes par les versants, plus arides, sont limitées. Les conditions climatiques, avec gelées et périodes de sécheresse, des sols pauvres ainsi que le fréquent manque d'accès à l'eau, sont les principales contraintes. On y cultive, sur des minifundios, pommes de terre, céréales, légumineuses et fruits, principalement pour l'autoconsommation. Seuls de faibles excédents sont commercialisés.

Les pâturages naturels qui s'étagent au-delà de 4000 m. sont, pour la plupart, des terres communales.

Dans les Andes, on ne trouve que de petites ou moyennes entreprises industrielles, dont la production est destinée en premier lieu au marché national. Avec des voies de communication longues et difficiles les Andes souffrent d'un certain isolement. Nettement moins toutefois qu'au Pérou ou en Bolivie.

- 2 -

Les zones de jungle tropicale - Amazonie à l'est et nord-ouest - représentent environ 50 % de la superficie du pays.

Ces zones, ne sont que faiblement habitées, essentiellement par des Amérindiens. Elles possèdent pourtant un potentiel de développement important (pétrole, bois, agriculture). Cependant, dès maintenant il est manifeste que l'exploitation de ces ressources, tout au moins sous sa forme actuelle, a des effets désastreux sur l'environnement.

### 1.2. Population : aspects démographiques et sociaux

Le pays compte un peu plus de 10 millions d'habitants (1965: 5 millions) dont 40 % d'Amérindiens, 25 % de Blancs, le reste étant métis, noirs, mulâtres et jaunes. Plus de 50% des Equatoriens vivent en milieu urbain. Cette urbanisation se poursuit. Quito, la capitale, compte 1.5 million d'habitants et Guayaquil plus de 2. En outre, le pays compte une quinzaine de villes, côtières et andines, comptant entre 100 et 200.000 habitants. Le croît démographique est de 2,7 %. Il se réduira modestement à 2,5 % d'ici l'an 2000; 41 % de la population a moins de 15 ans et l'espérance de vie est de 64 ans. La population active a crû de 45 % en valeur absolue entre 1970 et 1985; cependant, en valeur relative, pendant la même période, elle a baissé de 35 à 32 %. Sa répartition sectorielle est la suivante: 36 % dans le primaire, 23 % dans le secondaire et 41 % dans le tertiaire. Fréquemment, quoiqu'insuffisamment, primaire et secondaire s'articulent par l'agro-industrie.

Les indicateurs sociaux (taux de natalité, de mortalité, espérance de vie) démontrent en général une évolution positive entre 70 et 84 qui, en grande partie, a coïncidé avec les décennies 70-89 au cours de laquelle le PIB a crû de 85%. Cependant, ils ne mettent pas en évidence les énormes différences existant entre conditions urbaines et rurales, encore creusées par la destination de la rente pétrolière. En 1984, 79 % de la population urbaine avait accès à l'eau potable, mais seulement 27 % des ruraux. La sous-alimentation frappe 55% des côtiers, majoritairement urbanisés, et 72 % des Andins, plutôt ruraux. Généralement, les indicateurs sociaux ont évolué positivement entre 70-80, période de la découverte du pétrole (voir 1.3.). Toutefois, la population amérindienne demeure systématiquement marginalisée, même si désormais son organisation faîtière - le Conseil National des Indigènes de l'Equateur (CONAIE) - se consolide. L'accès à la terre, l'eau potable, l'irrigation; de meilleurs services de santé et d'instruction publiques sont ses principales revendications. Exprimées de plus en plus par des grèves générales provinciales bloquant les voies de communication.

### 1.3. Economie du pays

#### 1.3.1. Caractéristiques principales

Le primaire continue d'être important. L'agriculture contribue à 15 % du PIB et produit 95 % de la consommation nationale. Elle demeure marquée par une dichotomie quasi caricaturale entre l'agriculture minifundiste vivrière, surtout andine et amérindienne et le secteur exportateur côtier aux mains des blancs et des métis. La politique d'ajustement graduelle (voir 1.3.2) n'a pas eu d'effets sur cette hétérogénéité structurelle et a renforcé une polarisation sur le secteur agro-exportateur. Le petit secteur réformé demeure coupé du marché et les revendications pour la terre des Amérindiens ignorées. Les politiques modulées en considérant l'hétérogénéité structurelle susmentionnée sont insuffisantes, au niveau de l'application surtout. L'évolution du secteur semble peu tenir compte d'une part d'une demande intérieure qui croîtra de 40 % d'ici l'an 2000 et d'autre part de la protection de l'environnement. Au niveau des aspects positifs, il convient de relever l'expansion de la frontière agricole, la réalisation d'infrastructures rurales grâce à la rente pétrolière et une certaine volonté du gouvernement actuel de définir une politique de développement agricole pour les régions marginales en faisant porter l'accent sur l'augmentation de la productivité des aliments de base par un meilleur accès aux intrants. De plus, l'ajustement structurel en cours a permis une augmentation des exportations qui est allé de pair avec la diminution de certaines taxes. Le revenu per-capita généré a crû en raison des performances du secteur exportateur, contrairement à celui de l'industrie. Toutefois, l'augmentation de la plus-value des productions n'a guère eu d'effets sur une réduction de l'inégalité des revenus.

Les forêts recouvrent 50 % du territoire mais 200.000 h. sont défrichés annuellement, ce qui menace à terme l'équilibre écologique du pays. Pourtant, le bois ne représente qu'un % du PIB et le pays en importe 100 millions d'US \$ par an. L'industrie est peu soucieuse de reboisement et le genre de vie des Amérindiens d'Amazonie est menacé. Environ un tiers de la population consomme quelque 3.300 millions de kg par année de bois pour des usages domestiques. Ceci étant, les réserves énergétiques des cantons andins centraux, où la DDA appuie des programmes, sont évaluées à 3-4 ans. D'où l'importance d'introduire des fourneaux améliorés qui peuvent réduire la consommation de 60-70 %. La recherche forestière demeure déficiente; en Equateur existent 2.500 espèces, mais seulement entre 15 et 20 sont considérées massivement pour le reboisement. Les lois forestières demeurent laxistes mais le gouvernement s'est engagé à les renforcer.

Les ressources marines sont abondantes et diversifiées et leur exportation, celle des crevettes particulièrement, représente le 2ème ou 3ème poste d'exportation, selon les années. Le premier est occupé par le pétrole (voir annexe no 3), exporté

- 4 -

depuis 1972. Sa production journalière est de 290.000 barils, 160.000 en étant exportés. Les recherches de nouveaux gisements se poursuivent et la capacité de l'oléoduc trans-équatorien est portée à 325.000 barils/jour en 91. La capacité de raffinage est de 144.000 barils/jour et est sous contrôle national depuis mi-90. Dans les années 70, le pétrole a largement contribué à une croissance moyenne du PIB de 9.1 % par an. Son rôle fut moindre lors des années 80 et bien des scénarios s'élaborent déjà sur l'après-pétrole. Car les réserves connues permettent une exploitation, au rythme actuel, jusqu'en 2015 au mieux.

Le secteur secondaire formel s'est développé dans les années 60, en obéissant à une politique de substitution des importations qui s'est traduite par un protectionnisme marqué. Il contribue pour 18 % du PIB et se concentre à Guayaquil. Il est spécialisé dans la production de biens intermédiaires et de consommation. Sa rentabilité économique demeure questionnable. L'étroitesse du marché national, l'insuffisante intégration inter-sectorielle, l'absence d'intérêt des investisseurs constituent des obstacles à son développement. Existente en outre des problèmes de formation (quasi inexistence d'un système d'apprentissage cumulant pratique et théorie, enseignement technique déficient), d'"institution building" (renforcement des associations de producteurs), d'accès aux technologies et de financement (captation de l'épargne, crédit et garanties insuffisants). L'excessif protectionnisme dont a bénéficié le secteur industriel formel ne s'est aucunement reflété par une croissance de la valeur-ajoutée proportionnelle. La zone de libre-échange des Etats andins annoncée en 1990 constitue un défi redouté. Pourtant, le commerce extérieur équatorien avec ces pays demeure limité (8% des exportations et 5% des importations).

Le très inégal accès aux terres cultivables, un croît démographique de 2.7 % par an, l'échec de la réforme agraire ont causé un fort exode rural. Le secondaire formel urbain n'ayant pu, et de loin, absorber ce flux, les actifs potentiels ont créé les micro/petites entreprises du secondaire et tertiaire informels. Il compte quelque 700.000 entreprises, dont 150.000 à Guayaquil. La crise de l'investissement productif, le niveau de qualification du personnel, sa grande mobilité géographique et professionnelle font que les perspectives de création d'emplois sont les plus évidentes dans ce sous-secteur. Pour les concrétiser, il convient toutefois de résoudre les problèmes de l'accès aux intrants et au crédit, de la formation technico-administrative et de la commercialisation qui limitent les petits industriels. Dans cette optique, la déréglementation, l'accès à la zone de libre-échange andine, une hausse des taux d'intérêt, la multiplication de "joint-ventures" avec des entreprises étrangères et une meilleure connaissance des marchés constituent autant de voies à explorer simultanément.

L'Equateur dispose d'une infrastructure routière et portuaire meilleure que dans les autres Etats andins, Venezuela excepté.

- 5 -

Ceci facilite les commerces intérieur et extérieur. De plus, le pays dispose de 2 aéroports internationaux et 23 locaux pour des services internes bien ramifiés mais subventionnés.

Pour les services, l'Equateur est plutôt mieux loti que ses voisins. Ainsi, la densité téléphonique est de 30 appareils par personne, les 2/3 des connexions étant toutefois concentrées à Quito et Guayaquil. En 20 ans, la demande touristique a doublé, l'offre de services croissant proportionnellement. Celle des services sociaux de base est au contraire insatisfaisante. La mortalité infantile demeure à 620/00, 53 % des enfants des campagnes désertent l'école au cours du cycle primaire et seulement 40 % de la population a accès à l'eau potable.

Si l'Equateur dispose d'un bon potentiel de développement, les fortes inégalités sociales - les 20 % les plus favorisés contrôlent 40 fois plus de richesses que les 20 % les plus démunis (22 en Colombie) - l'inhibent. Moins mal loti que d'autres pays andins, l'Equateur doit néanmoins compter avec des poches de pauvreté comparables à celles de ses voisins andins méridionaux. L'insuffisant investissement productif, la fuite des capitaux (US \$ 3 milliards estimés alors que la dette extérieure est de 11.4), les transferts spéculatifs et l'héritage des politiques économiques du passé constituent autant d'obstacles freinant le développement et accentuant les inégalités entre villes et campagnes, entre provinces, cantons et individus.

### 1.3.2. Evolution économique récente (voir annexes nos 4 et 5)

Dans la décennie de prospérité 70-80, le pays s'endetta massivement. En 1972, il devait US\$ 344 millions et en 79 US\$ 3.544 millions. Cette disponibilité financière ne fut pas à la base d'une diversification et d'une intégration sectorielle de la structure productive qui aurait donné à l'Equateur d'une part les moyens d'honorer sa dette et d'autre part ceux de disposer d'une base lui permettant d'envisager une croissance régulière de son PIB. A noter toutefois qu'une partie de ces ressources aura permis au pays de se doter d'une enviable infrastructure et de coloniser de nouvelles zones agricoles. Les années 80 marquèrent le début d'une crise conjoncturelle s'ajoutant à la crise structurelle. La hausse des taux d'intérêt aux USA fit enfler une dette dont 80 % avait été contracté à des taux d'intérêt flottants. Dès 84, une politique de dérèglementation est promue: réalité des prix, dévaluation du Sucre et taux de change flottant, interventionnisme moindre de l'Etat, austérité relative en matière de finances publiques.

Début 87, un séisme endommageait l'oléoduc trans-équatorien, empêchant les exportations pendant 5 mois, alors qu'elles représentaient les 2/3 de celles du pays. La croissance du PIB tombe à 1.9 % et accentue l'usure du pouvoir du gouvernement

- 6 -

"Social-Chrétien". L'"Izquierda Democrática" (ID), de centre-gauche, arrive au pouvoir à mi-88. La dette extérieure est passée à plus de 10 milliards d'US\$, soit 96 % du PIB (53 % en 82). Son service théorique représente 78 % des exportations (34 % en 83).

L'ID s'appuie sur le "Plan National de Développement" 89-92. Trop ambitieux, il prétend restaurer la rigueur budgétaire, honorer la dette extérieure et assurer le paiement de la "dette sociale". Pratiquement, la politique suivie se différencie fort peu de celle du gouvernement social-chrétien de droite l'ayant précédé. Oscillant entre des politiques interventionnistes visant à satisfaire sa base électorale et libérale, pour rassurer les bailleurs de fonds étrangers, le gouvernement aura priorisé le rétablissement des grands équilibres avec quelques résultats.

Depuis l'accession de l'ID au pouvoir, l'inflation a été ramenée de 75 à 50 % par an, ce qui est un résultat modeste, mais US \$ 933 millions de réserves internationales auront été accumulées. En 1990, le PIB aura crû modestement de 1.5 % (mais ceci représente un décroît per-capita de -1.2 %), la balance commerciale aura eu un excédent d'US \$ 990 millions avec un coefficient exportations/PIB qui est le plus élevé depuis 1976, le déficit de la balance des paiements ne représente plus que 1.4 % du PIB (5.6 % en 88). En outre, la paix sociale, fragile, est néanmoins maintenue, grâce notamment au respect partiel de l'engagement du paiement de la "dette sociale" et la confiance de la communauté financière internationale restaurée. Bien de ces bons résultats ont été largement déterminés par le prix du pétrole que la "crise du Golfe" a fouetté au cours des 5 derniers mois de 1990. Car les blocages structurels se reflètent dans d'autres indicateurs de 1990 : les exportations non-traditionnelles ont baissé de -1.2 %, 82 % des exportations se sont concentrées sur 5 produits (voir annexe no 1b), le déficit de la Banque Centrale s'est élevé à 3.5 % du PIB alors que les intérêts des banques commerciales sont demeurés 7 points au-dessous du taux d'inflation.

La tendance demeure nettement à la dérèglementation, même si elle est tempérée par une politique "gradualiste" en matière de vérité des prix. Elle aura permis de contenir la pression sociale. Beaucoup reste à faire mais l'ID s'emploie, avec quelques résultats, à alléger la législation pour faciliter l'investissement, réviser le code du travail qui est dissuasif pour les entrepreneurs, continuer d'abaisser les barrières douanières, approfondir la réforme fiscale et dégraisser la bureaucratie (500.000 fonctionnaires) afin de réduire le déficit des finances publiques (17 % en 89). La privatisation de certaines entreprises publiques - PETROECUADOR, IETEL (téléphones), INECEL (électricité) et ECUATORIANA (aviation) qui totalisent 86 % des dépenses des entreprises publiques et dont les déficits cumulés représentent 0.5 % du PIB sur la période 83-89 - est envisagée. De plus, il est admis que la



- 7 -

fonction publique est sur-dotée en personnel. Mais guère qu'elle est trop politisée. Comme 37% du budget 91 est affecté au service de la dette (24 %) et à la défense (13), et qu'il ne reste pour les Ministères clés (Education (19 %), Santé Publique (7), Agriculture/Elevage (4.5) et Travaux Publics (4.5)) qu'un pourcentage total équivalent, il conviendrait de maximiser ce qui bénéficie réellement aux populations défavorisées. La déréglementation en cours devrait contribuer d'elle-même à un allègement de la bureaucratie. Mais les résistances sont très fortes. De plus, une réforme des systèmes de transferts financiers du gouvernement central aux autorités provinciales a été récemment introduite. Elle va dans le sens d'une décentralisation et permettra d'élargir l'assiette fiscale tout en motivant les pouvoirs locaux.

#### 1.4. Structure politique et institutionnelle

Alors que les années 70 furent marquées par 2 gouvernements militaires de facto, le pays est redevenu démocratique en 1979. Depuis lors, il jouit d'une paix sociale et d'un respect des droits de l'homme satisfaisants pour la région. De même, l'alternance démocratique entre les formations de centre-gauche et de droite populiste a fonctionné par trois fois. Indépendamment des étiquettes politiques, les 4 gouvernements élus qui se sont succédés ont privilégié une politique de type libéral, tout en maintenant un certain interventionnisme. Ils n'avaient guère d'autre option. Malgré cette apparente uniformité, la division géographique du pays se reflète au niveau politique puisque la côte vote pour la droite populiste et la région andine le centre-gauche.

Le législatif est exercé par une chambre de 71 députés dont 12 ont une représentation nationale et sont élus tous les 4 ans, et 59, représentant leurs provinces, tous les 2 ans. Les dernières élections législatives partielles de mi-90 ont sanctionné le gouvernement donnant une large victoire à la droite populiste, confirmant ainsi à nouveau la volonté démocratique d'alternance mais aussi qu'aucun gouvernement n'a pu sortir le pays de la crise structurelle dans laquelle il est englué. Une nouvelle dictature militaire n'est guère d'actualité mais reste, à moyen ou long terme, une éventualité s'inscrivant en filigrane de la vie politique.

## 2. Situation et politique de développement

### 2.1. Orientations prises par le pays lui-même (voir annexe 6)

Le "Plan National de Développement Economique et Social" 89-92 prétend simultanément : (a) promouvoir les cultures vivrières de minifundios afin d'améliorer la sécurité alimentaire du pays, (b) développer l'agro-industriel pour satisfaire la demande intérieure et exporter, (c) réaliser de petites infrastructures rurales pour améliorer les conditions de vie de groupes défavorisés, (d) exécuter quelques grands projets d'infrastructure (chemin de fer, téléphone, services

- 8 -

d'eau potable des grandes villes, industrie pétrolière, etc), (e) appuyer les micro/petites entreprises pour lutter contre le chômage (12 %) et le sous-emploi (55 %), (f) promouvoir la santé par la pratique d'une meilleure médecine préventive, la fourniture de médicaments génériques et la réalisation d'infrastructures et enfin, (g) alphabétiser massivement l'ensemble de la population.

Au niveau régional, l'accent est porté sur les Andes, quelque peu délaissées lors du gouvernement précédent, afin de rééquilibrer leur poids avec celui de la côte.

Le concept de "développement rural intégré" continue d'être agréé mais compte tenu d'une priorisation sectorielle, en fonction des potentialités régionales respectives.

Les quelques résultats obtenus, depuis mi-88, par ce plan trop ambitieux, le sont pour les points (c) - 2.312 km de chemins vicinaux construits et 50.000 has nouvellement irrigués grâce à la réhabilitation de 499 canaux d'irrigation -, (e) - 2000 micro-entreprises bénéficiaires de crédit - et (g) - 3 % de la population alphabétisée, le taux d'analphabétisme reculant à 9 %. D'autres résultats modestes sont liés à l'ajustement graduel qui a toutefois cumulé les effets négatifs d'un ajustement sans qu'il ne soit suffisamment audacieux pour avoir des effets positifs durables. Il est vrai qu'aussi bien la base sociale qui a permis l'élection du gouvernement 89-92 que les milieux industriels ont opposé une forte résistance à l'ajustement, même graduel, ou à la privatisation d'entreprises publiques largement déficitaires. Le pays est donc mal préparé à affronter la concurrence régionale de la future zone de libre-échange andine.

Malgré le pétrole, compte tenu des rigidités structurelles de l'économie, de l'importance de la dette extérieure et de la fragilité de la majorité parlementaire dont dispose le gouvernement, sa marge de manoeuvre reste étroite. Ceci étant, les risques de dérapage social ne sont pas négligeables, surtout en 1992 et la surenchère que pratique traditionnellement la droite populiste en période pré-électorale est aux antipodes de la recherche d'un indispensable consensus politique sur les grands problèmes du pays : inflation, dette extérieure et décapitalisation progressive.

## 2.2. Rôle de l'aide internationale

La coopération internationale joue un rôle indirect important. Par le biais d'une conditionnalité incitative, elle a une influence au niveau du cadre macro-économique et des politiques sectorielles. Ainsi, la présence des Banques Mondiale (BM) et Interaméricaine de Développement (BID) a eu un effet induit non négligeable sur d'autres créanciers de l'Etat équatorien (cas de banques commerciales, agences diverses).

- 9 -

Toutefois, l'aide internationale ne constitue pas le moyen de faire tourner la fonction publique, pétrole aidant. Il s'en faut même de beaucoup. Seuls certains ministères - Bien-Etre Social, Agriculture et Travail - bénéficient largement d'appuis extérieurs. Pour d'autres, des participations de 10-30 % des budgets respectifs constituent la norme. Et ceci ne devrait en aucune manière augmenter compte tenu des pressions du FMI et de la BM pour que la fonction publique soit dégraissée.

Les principaux donateurs bilatéraux sont dans l'ordre les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie, le Japon et l'Allemagne.

Parmi les "pays amis" de seconde importance, outre la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas, la France et l'Espagne peuvent être mentionnés. L'interlocuteur officiel des coopérations est le Conseil National de Développement (CONADE). En principe, il devrait jouer le rôle de Ministère du Plan, ce qu'il ne fait pas. Dans la pratique, les interlocuteurs sont les différents ministères spécialisés. En règle générale, les agences de coopération bilatérale ne pratiquent guère la concertation mais ont plutôt tendance à se profiler dans certains créneaux où elles s'efforcent de faire valoir une certaine excellence. Ceci pourrait évoluer, une coopération dans le secteur industriel étant souhaitée par de nombreuses agences.

La BM conditionne l'obtention de ses crédits à la rentabilité des projets productifs (agriculture et élevage notamment) et à la réalisation d'un ajustement macro-économique, en concertation avec le FMI. Sur le plan de certains services publics (électricité notamment), elle exerce des pressions pour introduire une politique de recouvrement de coût en proposant des augmentations de tarifs. Elle s'intéresse aussi à la problématique de la protection de l'environnement.

La BID s'investit plus dans des projets à caractère social : eau potable, évacuation des eaux usées, infrastructures scolaires, chemins ruraux. Toutefois, l'appui aux entreprises exportatrices et la création de micro-entreprises constituent aussi des piliers de son programme.

La concertation entre BM et BID se fait de plus en plus. De plus, les 2 banques cofinanceront un projet de développement municipal d'un coût d'US \$ 208 millions. Il a pour objectifs l'amélioration des capacités de gestion et la réforme de l'administration municipale. En outre, il permettra l'octroi de crédits pour réaliser des programmes d'infrastructures. Indépendamment des projets, leur coopération est souvent conçue dans le cadre d'une politique macro-économique d'inspiration libérale.

Dans un tel contexte, le petit donateur qu'est la Suisse ne peut guère prétendre à mieux que d'être reconnu comme un partenaire de choix dans certains secteurs. C'est apparemment le cas en ce qui concerne le développement rural en général,

- 10 -

l'irrigation, les fromageries, et la forêt en particulier. Il faut donc approfondir ces lignes sectorielles où tradition et savoir-faire reconnus offrent un avantage comparatif.

### 2.3. Les problèmes-clefs du pays

Les problèmes-clefs du pays sont les suivants :

(a) la dette extérieure (voir annexes no 7a et b) se monte à 11.4 milliards d'US\$ (2.4 à l'égard d'institutions multilatérales, 2.3 bilatérales et 6.7 envers des banques commerciales). La valeur du titre de créance équatorien sur le marché secondaire n'ayant pas dépassé 25 %, même au pire de la "crise du Golfe" de 1990, son niveau de réalisabilité est bas. Les contacts avec le FMI ont repris à mi-89 et de nouveaux crédits ont été octroyés dès fin 89 pour résoudre des problèmes de balance des paiements. Le gouvernement s'est efforcé, sans succès, d'obtenir des taux concessionnels de la part d'un "Bank Advisory Committee" pour ses dettes à l'égard des banques commerciales. Quant à la BM, elle lie l'octroi d'un crédit d'US \$ 800 millions à l'approfondissement de l'ajustement structurel en cours.

(b) l'insuffisant investissement productif est causé notamment par la traditionnelle extraversion des élites financières, leur inclination pour les opérations spéculatives, l'étroitesse du marché intérieur et l'inadéquation des conditions-cadre. Ainsi, l'écart se creuse entre une économie financière prospère et une économie réelle qui ne l'est guère, demeurant prisonnière de structures rigides et d'une absence de diversification qui la condamne à dépendre des fluctuations de la rente pétrolière. Dont, au cours des années 70, 60 % a été affecté à une augmentation des dépenses publiques et 20 % à des subventions. Simultanément, le secteur manufacturier continuait d'être très protégé et le marché des capitaux contrôlé. Ceci a découragé l'épargne et encouragé la contrebande et la fuite des capitaux. Aujourd'hui, même la loi de la "maquila", permettant l'importation de produits semi-finis pour être transformés localement, ne rencontre pas le succès escompté en raison d'un interventionnisme excessif.

(c) l'Etat a traditionnellement joué un rôle mercantiliste reflétant les intérêts des lobbies agro-exportateurs et compradores dans des domaines comme les politiques douanière et monétaire, la fixation des prix, notamment des produits de base, ou encore les codes du travail ou de l'investissement. Cet interventionnisme a généré une bureaucratie pléthorique, largement à la base du déficit chronique des finances publiques financé par le crédit extérieur ou les émissions inorganiques alimentant l'inflation, alors que l'assiette fiscale potentielle demeure très sous-exploitée.

(d) un exode rural entraînant une urbanisation non planifiée dans un pays n'ayant, et de loin, pas des secteurs secondaire et tertiaire formels pouvant absorber ce flux. D'où

- 11 -

l'émergence des bidonvilles, de la délinquance, et d'une certaine ruralisation des friches urbaines.

(e) une population "amérindienne" toujours aussi marginalisée et exploitée mais qui s'est organisée en une "Confédération Nationale des Indigènes de l'Equateur" (CONAIE) décidée à négocier avec le gouvernement ou à l'affronter en déclenchant des grèves provinciales ou nationales. La capacité de mobilisation de la CONAIE est considérable sur des questions jugées par les Indigènes comme aussi fondamentales que la reconnaissance officielle de leur culture et leur accès généralisé à de bonnes terres.

(f) la protection de l'environnement, dans un pays aussi riche en éco-systèmes différenciés et étagés sur une faible superficie, constitue tout à la fois le problème dont la résolution est la clé de celle de tous les autres et un défi considérable tant il est vrai que peu de pays offrent une telle complexité écologique sur une surface aussi restreinte.

Les problèmes susmentionnés sont souvent interdépendants et à la base de profondes inégalités socio-économiques.

### 3. L'aide suisse : rétrospective (voir annexe no 9)

#### 3.1. Développement et structure du programme jusqu'à présent

Jusqu'à 1984 environ, la DDA avait pour partenaires nationaux 2 organismes privés, la "Central Ecuatoriana de Servicios Agrícolas" (CESA) et le "Fondo Ecuatoriano Populorum Progressio" (FEPP). Avec eux, 7 petits projets représentant un volume de déboursement d'environ fr.s. 2 millions par an ont été appuyés. Un projet moyen d'un coût annuel d'environ fr.s. 0,5 million a été réalisé avec un partenaire du secteur public, l'"Instituto Nacional de Investigaciones Agropecuarias" (INIAP). Ces projets couvraient des secteurs comme l'agro-industrie (transformation de résidus de la banane), la production agricole (blé sur minifundios), l'artisanat (tissage de fibres par les Indigènes) et la pêche artisanale (approvisionnement de marchés populaires de Quito en produits de l'océan). Ils étaient localisés principalement dans les Andes, avec certaines exceptions sur la côte et l'Amazonie. Cet éclatement sectoriel, géographique et financier s'est avéré de plus en plus problématique. Bien que pays de seconde priorité pour la DDA, une orientation plus ciblée a été donnée au programme à partir de 1984. De façon générale, une concentration au niveau des aspects géographiques, sectoriels et institutionnels s'est opérée. De plus, la coopération a commencé avec divers partenaires du secteur public et le financement de projets où institutions publiques et privées collaboraient a été octroyé.

Cette orientation a coïncidé avec la période du gouvernement libéral du Parti Social-Chrétien, qui s'est efforcé de restreindre l'action des organismes privés travaillant au

renforcement des organisations paysannes.

### 3.2. Secteurs

#### 3.2.1. Concentration géographique par canton (annexes 8a-f)

Comme petite agence jouissant d'une bonne image, il est important d'éviter la dispersion des ressources financières. Comme peu de projets emploient des experts DDA, le suivi par le Bureau de Coordination doit pouvoir être le plus efficient possible, ce qui signifie concentrations géographique et sectorielle. Ainsi, la majorité des projets se trouvent dans les cantons des Andes centrales. Une extension de cette couverture n'est envisagée que dans des cantons des Andes méridionales et dans celui de Guayaquil (petite industrie), aisément accessibles par avion. Ce faisant, le programme couvrira l'ensemble de l'axe andin tout en se rééquilibrant au niveau côtier qui représente quelque 40 % de la superficie et de la population du pays alors qu'actuellement seulement 15 % du budget lui est alloué (annexe 10a).

#### 3.2.2. Concentration sectorielle (voir annexe no 10b)

Actuellement, le programme de la DDA se concentre sur le développement rural, particulièrement l'irrigation (4 projets), l'agriculture (4), le stockage céréalier (2), la protection de l'environnement (2) et le reboisement (1). A noter aussi l'appui aux petites entreprises (3 projets).

Dès 92, la DDA envisage de compléter son programme en se concentrant plus sur l'appui aux petites entreprises productives urbaines.

Par rapport à d'autres pays de concentration de la DDA en Amérique latine, on ne saurait dire que le profil du programme Equateur soit spécifique. Il ne comprend pas, en raison du volume financier disponible, de participation à des opérations macro-économiques mais, pour le reste, les secteurs appuyés, ou qui le seront, sont le plus souvent les mêmes qu'ailleurs.

#### 3.2.3. Concentration institutionnelle (voir annexe no 11)

Les partenaires nationaux de la DDA sont au nombre de 8 - 5 gouvernementaux et 3 ONG's -. Quatre projets sont co-exécutés par les 2 types d'institutions, forme de coopération que la DDA appuie et qui est concrétisée par l'existence de comités inter-institutionnels de suivi qui se réunissent trimestriellement. En outre, lorsque ceci est possible, la DDA coordonne certaines actions avec les projets des 3 ONG's suisses actives en Equateur - INTERCOOPERATION (comme régisseur), SWISSAID et SWISSCONTACT - dont les programmes sont appuyés financièrement par la DDA. Alors qu'un projet a été confié en régie à IC, 4 autres sont sous la responsabilité de, respectivement, la BID (2), le CIP et la FAO. En règle générale, bien que ces institutions aient leurs

- 13 -

méthodes propres de coopération, les secteurs et les institutions appuyées sont les mêmes, sauf dans le cas de SWISSAID qui a une couverture beaucoup plus vaste que celle de la DDA.

### 3.3. Mesures économiques (OFAEE)

Un crédit mixte de quelque fr.s. 40 millions est en préparation depuis mi-88. Longtemps, le manque de propositions adéquates n'a pas permis de le concrétiser. Depuis mi-90, 2 missions de l'OFAEE et la visite du Président Borja à Bern ont permis de faire avancer les choses. Une proposition de l'INECEL est jugée intéressante. Elle permettrait d'améliorer la fourniture d'électricité en renforçant/créant des sous-stations de distribution. Il conviendra d'attendre les résultats de deux expertises portant sur la tarification de l'électricité et une pré-évaluation ex-ante du projet afin d'en affiner le profil pour entrer dans la phase finale de préparation. Cette opération devrait pouvoir se concrétiser courant 91, début 92. Elle est suivie par l'Ambassade.

### 3.4. Aide humanitaire

L'Equateur a été, au cours de la dernière décennie, frappé par des inondations (83), un séisme (87) et une petite sécheresse (90). Lors des 2 premières, une aide humanitaire canalisée par 2 ONG's locales partenaires a été octroyée. De plus, en 89, une autre opération a permis la réalisation d'ouvrages de prévention d'inondations dans une sous-région d'un projet de développement rural. Depuis 1991, le choléra frappe le pays. Trois aides humanitaires exécutées par 3 ONG's partenaires ont été octroyées dans trois zones de projet situées respectivement dans les Andes centrales et à Guayaquil. Finalement, une aide alimentaire en lait a bénéficié à des enfants de cette même ville.

### 3.5. Expériences, conclusions

La DDA a intérêt jouer la carte des concentrations géographique, sectorielle et institutionnelle. De plus, elle doit encourager le plus possible la coopération entre institutions publiques et privées (irrigation), ainsi que la complémentarité de ses actions avec celles d'autres agences avec lesquelles la coordination devra être renforcée (petite industrie). Elle devra aussi privilégier les partenaires institutionnels qui respecteront certains critères prioritaires de coopération (voir 4.5).

#### 4. L'aide suisse future (concept)

##### 4.1. Conditions cadre : principes, budget, moyens

L'Equateur demeure un pays de seconde priorité pour la DDA. Sur le plan financier, les dépenses annuelles doivent osciller entre fr.s. 5-6 millions (4-4.5 bilatéral). La coordination du programme Equateur se fait depuis 1991 d'un bureau autonome à Quito qui est rattaché à l'Ambassade.

##### 4.2. Orientations de la politique de développement

La coopération se poursuivra avec des organismes privés et publics, à part à peu près égales. Certaines formes de coopération - inter-institutionnelle, avec d'autres agences, entre projets, en comptant sur l'appui du secteur privé suisse établi en Equateur (groupe consultatif de chefs d'importantes entreprises de Quito et de sa région) - devront être approfondies. Celles qui sont insatisfaisantes parce qu'insuffisamment concentrées, géographiquement et/ou sectoriellement et/ou sans potentiel et/ou dont la conception n'est pas conforme au cadre défini par le présent PPP réduit devront être éliminées progressivement. Les ressources ainsi libérées permettront une concentration accrue du programme Equateur de la DDA.

##### 4.3. Choix géographiques

L'axe andin, où la DDA a acquis une certaine expérience locale et régionale (Bolivie et Pérou), avec des zones de concentration dans des cantons centraux, gardera la même importance, avec une extension dans des cantons du sud. Un programme d'appui à la petite industrie impliquera également une extension des régions appuyées à des cantons urbains côtiers. Par contre, il n'est pas prévu d'étendre la couverture géographique du programme à l'Amazonie.

Nous aurons ainsi d'une part un complexe de projets de développement rural andin, dont les bénéficiaires sont majoritairement des Amérindiens et d'autre part un programme de développement industriel urbain côtier, dont les bénéficiaires sont surtout métis et mulâtres.

##### 4.4. Priorités sectorielles

La DDA continuera d'appuyer des projets de développement rural en se concentrant sur le complexe irrigation-agriculture et la protection de l'environnement (avec trois axes : protection/récupération des sols, reboisement/agro-foresterie et agriculture faisant la promotion d'un usage modéré des intrants chimiques). Elle bénéficie d'une expérience de 20 ans dans ce secteur en Equateur. Le concept de "développement intégral" se concevra dans l'approche verticale des activités appuyées, de la pré à la post-production. Cette priorisation permettra de réaliser certains investissements productifs, un des problèmes-clefs de l'Equateur.



- 15 -

Simultanément, un travail de renforcement continu des organisations paysannes sera poursuivi en leur offrant une formation technique et administrative leur permettant une progressive prise en charge des activités prioritaires des projets. Là aussi, la DDA a acquis une importante expérience depuis une décennie. Dans ce contexte, il conviendra de systématiser l'appui aux femmes en tant que force de reproduction sociale et économique croissante, compte tenu de l'émigration masculine. Ceci constitue une réponse à cet autre problème-clef qu'est le désintêt de l'Etat pour les populations marginales. En conséquence, la DDA sera, si cette situation persiste, de plus en plus amenée à coopérer avec des institutions privées reconnues pour leur professionnalisme mis au service des défavorisés.

L'Equateur vit, toutes proportions gardées, un processus d'urbanisation de type colombien. L'industrie, l'artisanat et les services devront pouvoir absorber la grande majorité des futurs demandeurs d'emplois. Dès lors, compte tenu de chiffres de chômage (12 %) et de sous-emploi (55 %) élevés, c'est dans le domaine de l'appui aux petites entreprises productives urbaines que le programme de la DDA en Equateur élargira sa concentration. Ceci étant, cette orientation appuyera l'investissement productif urbain. Afin de bien la cibler, une étude sera menée à bien en 1991. Elle se devra d'être complémentaire à celles existantes et financées par des agences leaders (BID et USAID). Elle contribuera à permettre d'identifier l'objectif d'une politique DDA d'appui à la petite industrie en Equateur ainsi que le type d'institution(s) privée(s) partenaire(s); 1-2 branche(s) en précisant leurs besoins, contraintes et potentiels; les modalités de l'appui et celles d'une coordination avec d'autres institutions étrangères. Cette politique devrait être mise en oeuvre au cours des 5-10 prochaines années. Elle se devra évidemment de tenir compte des processus d'ajustement et d'ouverture de l'économie.

Dès 92, le programme DDA s'appuyera sur 2 piliers visant à développer les capacités productives rurales et urbaines. Ce faisant, il contribuera modestement à faire évoluer la structure productive, à diversifier l'offre de produits et à un peu mieux satisfaire la demande tout, éventuellement, en permettant une petite substitution d'importations. Il conviendra aussi de toujours assurer le maximum de cohérence possible entre ce programme, ceux d'autres agences de développement et les choix macro-économiques de l'administration gouvernementale en place.

#### 4.5. Aspects institutionnels et partenaires

L'administration publique demeure pléthorique. Sa modernisation et sa réforme nécessiteront un dégraissage, dont il est de plus en plus question, qui sera extrêmement difficile à opérer et entraînera des coûts politiques et sociaux qu'aucun parti ne prendra le risque d'assumer. Seule

- 16 -

une forte pression extérieure, assortie d'une conditionnalité sévère des grands bailleurs de fonds, la rendra partiellement possible. A court terme, compte tenu du fait que les élections présidentielles sont prévues pour mi-92, peu est à espérer.

La DDA souffre aussi de cette situation et ses relations de coopération avec les Ministères de l'Agriculture et du Bien-Etre Social sont, sur le plan opérationnel, moyennes. Un suivi plus serré des projets par des consultants locaux DDA et une conditionnalité de déboursement plus sévère peuvent, dans une certaine mesure, contribuer à l'améliorer. Une multiplication de nouveaux projets exécutés uniquement par des institutions publiques ne semble toutefois pas constituer une voie prometteuse. Les associer dans la co-exécution avec des ONG's est probablement la meilleure forme de travailler.

Toutefois, il convient de souligner que la capacité d'absorption de bien des ONG's est d'autant plus limitée que l'Etat a de plus en plus tendance à canaliser ses ressources venues de l'extérieur à travers elles. De plus, nombreuses sont celles qui devraient plus se profiler sur certaines régions et secteurs afin de professionnaliser leurs appuis.

La DDA a, malgré les limites susmentionnées, décidé de prioriser sa coopération avec l'ONG CESA pour le quinquennat à venir. Elle bénéficie, pour les 2 prochaines années, de l'appui à temps partiel d'un expert et d'un consultant DDA.

Il semble toutefois nécessaire, de diversifier modestement les partenaires privés (ONG's et/ou fédérations de petits industriels et/ou banques commerciales et/ou entreprises privées) sans que ceci ne contredise la volonté de concentration.

Toute coopération future, qu'elle se fasse avec des institutions publiques ou privées, se devra de respecter un certain nombre de critères prioritaires : (a) encourager la pratique de génération de ressources financières propres permettant de progresser sur le chemin de l'autonomie financière; (b) coopérer avec des institutions intéressées à accepter le "policy dialogue"; (c) appuyer en priorité les institutions ayant une politique en matière de "sustainability" des populations bénéficiaires en s'efforçant de promouvoir la rentabilité financière des activités productives dans le respect des réalités du marché; (d) appuyer des institutions spécialisées sectoriellement et/ou géographiquement (e) s'assurer que toute politique de subvention pratiquée (prix ou taux d'intérêt) est cohérente par rapport aux politiques généralement suivies dans le pays et/ou par d'autres agences leaders et prévoir progressivement leur diminution ou disparition (f) octroyer des appuis aux institutions ayant un système de planification-monitoring-évaluation efficace et (g) s'assurer que les fonds de contrepartie nationale représentent un % significatif du coût des programmes et vont croissant au cours des phases.

## 5. Programme à moyen terme (objectifs et moyens)

### 5.1. Priorités

Etant donné la situation financière actuelle de la DDA et les perspectives pour les 2-3 prochaines années, les priorités du programme Equateur seront approfondies, afin de consolider les actions en cours. Dans cet esprit, il faudra renforcer les capacités techniques ainsi que de planification/évaluation/monitoring des partenaires. Le développement de la petite industrie urbaine représente le seul axe complémentaire de concentration.

### 5.2. Actions prospectives, actions complémentaires

Hormis le secteur susmentionné, et encore fera-t'il l'objet d'une définition précise aux niveaux branche, géographique et institutionnel, il ne paraît pas réaliste pour le moment d'entreprendre une action prospective dans d'autres domaines. En ce qui concerne l'octroi de possibles moyens financiers complémentaires dans le domaine environnement/reboisement/agro-foresterie, il faut suivre l'évolution de la politique sectorielle du pays pour identifier opportunément des actions à appuyer (en particulier la réalisation du Programme d'Action Forestier -PAFE-). C'est en effet, avec le stockage des produits agricoles durables, un des 2 secteurs d'activité qui est amené à être approfondi à terme.

Plus qu'au niveau sectoriel, c'est au niveau des modalités de coopération (rachat de dette, fonds fiduciaire, conditionnalité) qu'il conviendra de mener des actions prospectives. Il pourrait être envisageable d'appuyer des associations d'institutions privées, de coordonner mieux encore les actions de reboisement entreprises dans divers pays andins, de plus travailler avec le secteur privé (banques commerciales, chambres d'industriels ou encore certaines industries). S'ébauche aussi la perspective d'une large coopération entre agences de développement pour mieux cerner le problème du développement de la petite industrie de ce pays amené à relever le défi de l'intégration économique andine.

En ce qui concerne les instruments de coopération, les études-action et les cofinancements méritent d'être plus utilisés afin de mieux les maîtriser. De plus, une certaine flexibilité au niveau de la planification financière peut être désirable.

Pour ce qui relève de l'"Auslagerung", SWISSCONTACT offre des avantages comparatifs intéressants dans le domaine de l'appui à la petite industrie et la CROIX ROUGE dans celui de l'aide humanitaire.

En outre, il convient d'examiner si INTERCOOPERATION pourrait exécuter en régie de nouveaux projets.

Le suivi des "petits projets" BID financés par la DDA ne permet pas, le plus souvent, de tirer des conclusions positives. En effet, que ce soit au niveau de la conception ou

- 18 -

du suivi des projets, d'importantes déficiences sont observables. L'appui aux micro/petites entreprises exécuté par la Fondation Eugenio Espejo de Guayaquil constitue toutefois une notoire exception.

Pour ce qui est de la FAO et du CIP, il n'est pas encore possible de tirer des conclusions puisque les projets dont ils ont la responsabilité ne font que commencer.

Hormis pour SWISSAID et SWISSCONTACT, toute "Auslagerung" n'aura d'intérêt que si elle se fait avec des institutions offrant de clairs avantages comparatifs et suivant des politiques compatibles avec le présent programme DDA pour l'Equateur.

Quito, septembre 1991

## A N N E X E S

Annexe no 1a : Profil statistique de l'Equateur (1989).

Annexe no 1b : Structure des exportations de l'Equateur en 1990 (en %)

Annexe no 2 : 6 cartes de la localisation des principales cultures (pomme de terres, maïs, café, orge, riz et banane).

Annexe no 3 : carte des infrastructures pétrolières.

Annexe no 4 : indicateurs du secteur externe (1990).

Annexe no 5 : budget de l'Etat (1991).

Annexe no 6 : investissement envisagé par le "Plan National de Développement Economique et Social 89-92".

Annexes no 7a et b : 3 tableaux sur l'évolution de la dette externe (1970-89), le service de la dette externe 1970-87 et la situation actualisée à fin 90.

Annexes no 8 : 8a : carte de la division cantonale de l'Equateur; 8b : liste des cantons de l'Equateur; 8c : carte des cantons dans lesquels la DDA appuie des projets; 8d : liste des projets de la DDA par canton de pauvreté très critique; 8e : liste des projets de la DDA par canton de pauvreté critique; 8f : liste des projets de la DDA par canton de pauvreté moins critique.

Annexe no 9 : liste actualisée au 31.08.91 des projets/programmes appuyés par la DDA en Equateur.

Annexes no 10 : 10a ventilation des fonds par secteur; 10b ventilation des fonds par région naturelle.

Annexe no 11 : Programme global (1.6.91).

Annexe no 12 : dépliant sur le programme de coopération au développement Equateur-Suisse

## Statistical Profile

Area (Km <sup>2</sup> ).....	270.670				
Population Total 1986 (54.2% urban).....	10.204.000				
Annual growth rate (1980-88).....	2.9				
Birth rate (1980-85).....	36.8				
Mortality per 1000 inhabitants (1980-85).....	8.1				
Infant mortality per 1000 live births (1980-85).....	69.6				
Life expectancy at birth (1980-85).....	64.3				
Literacy rate (1981).....	85.2				
<b>Labor force by sector (1986**)</b>	<b>(Percentages)</b>				
Agriculture.....	36.0				
Mining.....	0.6				
Manufacturing.....	10.6				
Construction.....	6.9				
Others.....	45.9				
	1984	1985	1986	1987	1988**
<b>Real production<sup>1</sup></b>	<b>(Growth rates)</b>				
Total GDP.....	4.2	4.4	3.2	-5.3	8.0
Agricultural sector.....	10.6	10.0	9.9	7.5	3.8
Mining sector.....	10.0	9.2	5.4	-51.5	86.1
Manufacturing sector.....	-1.8	0.2	-1.7	0.3	0.7
Construction sector.....	-2.2	1.8	-3.0	1.6	-6.8
<b>Public sector</b>	<b>(Percentages of GDP)</b>				
Current revenues.....	30.0	27.8	24.7	22.3	20.6
Current expenditures.....	22.1	19.0	21.1	17.4	16.0
Current savings.....	7.9	8.8	3.6	4.9	4.7
Capital expenditures.....	7.5	6.9	8.7	9.4	6.2
Deficit or surplus.....	0.4	1.9	-5.1	-4.5	-1.5
Domestic financing.....	0.4	-3.3	-0.4	2.8	1.8
<b>Money, prices and salaries</b>	<b>(Growth rates)</b>				
Domestic credit.....	39.2	9.7	19.1	35.7	3.9*
Public sector.....	-57.0	-110.0	-4.0*	20.0	-70.6*
Private sector.....	41.4	23.7	15.5	23.9	13.1*
Money supply (M1).....	42.2	23.6	20.4	32.3	54.0
Consumer prices (annual average).....	31.3	28.0	23.0	29.5	58.2
Real wages.....	-0.7	0.1	6.6	-7.4	-13.3
<b>Exchange rate</b>					
Official rate (national currency unit per dollar, annual average).....	62.5	69.6	122.8	170.5	336.9
Real effective exchange rate (Index 1980 = 100).....	116.4	112.0	139.1	181.2	240.9
<b>Terms of trade</b> (Index 1980 = 100).....	95.0	97.0	73.0	72.0	67.0
<b>Balance of payments</b>	<b>(Millions of dollars)</b>				
Current account balance.....	-147.9	148.6	-612.9	-1188.2	-597.0
Merchandise balance.....	1054.9	1293.9	554.9	-33.1	589.0
Merchandise exports (FOB).....	2622.0	2905.0	2186.0	2020.9	2203.0
Merchandise imports (FOB).....	1567.0	1611.0	1631.1	2054.0	1614.0
Net services.....	-1222.8	-1225.3	-1212.8	-1230.1	-1246.0
Transfers.....	20.0	80.0	45.0	75.0	60.0
Capital account (net).....	141.9	-202.9	619.9	1116.8	578.0
Change in reserves (- = increase).....	80.7	-24.4	171.6	100.5	19.0
<b>Total external debt</b>	<b>(Millions of dollars)</b>				
Disbursed debt.....	8262.0	8569.7	9208.3	10393.2	10549.1
Debt service actually paid (long-term).....	1008.0	1034.3	897.1	521.3	1100.0
	<b>(Percentages)</b>				
Interest payments due export of goods and NFS.....	30.7	25.5	30.0	32.8	33.2

\* The sources for the data contained in this table are listed on page 329.

\*\* Preliminary estimate.

<sup>1</sup> GDP at market prices, sector of origin at factor cost.

\* Through November.

<sup>2</sup> Increase in deposits.

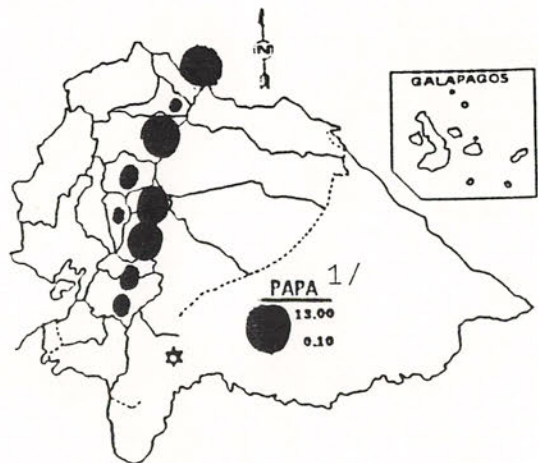
ANNEXE No 1bStructure des exportations de l'Equateur en 1990 (en %)

1. Pétrole	44 % de la valeur totale des exportations
2. Bananes	18 %
3. Crevettes	13 %
4. Café	4 %
5. Cacao	3 %
6. Autres <sup>∨</sup>	18 %
	<hr/>
Total	100 %
	=====

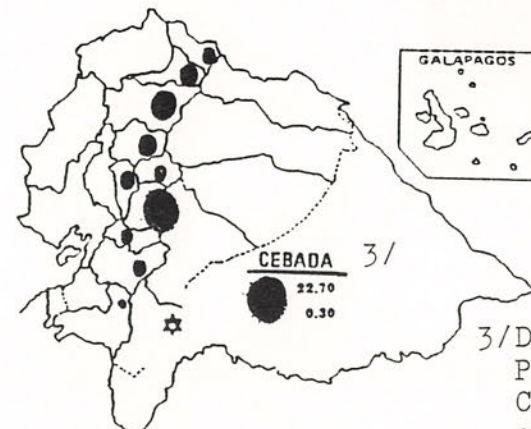
<sup>∨</sup> A noter que les exportations traditionnelles de cette rubrique "Autres" ont crû au détriment des exportations non-traditionnelles.

PRINCIPALES CULTIVOS

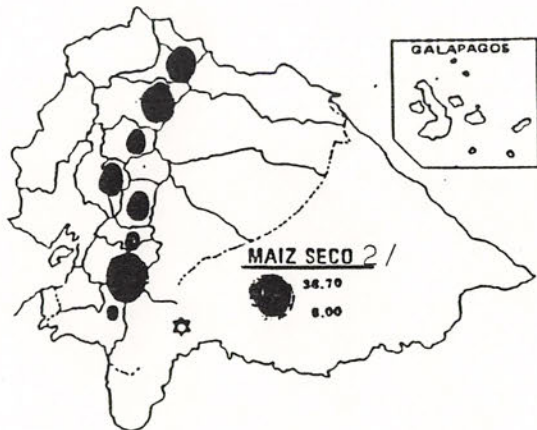
ANNEXE No 2



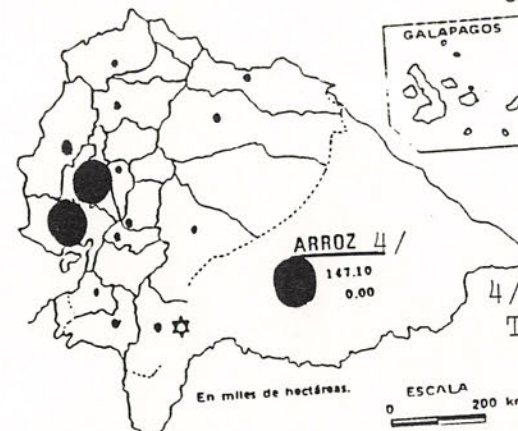
1/ Dans projets Pilahuin, Patococha, Penipe, Licto et Fortipapa



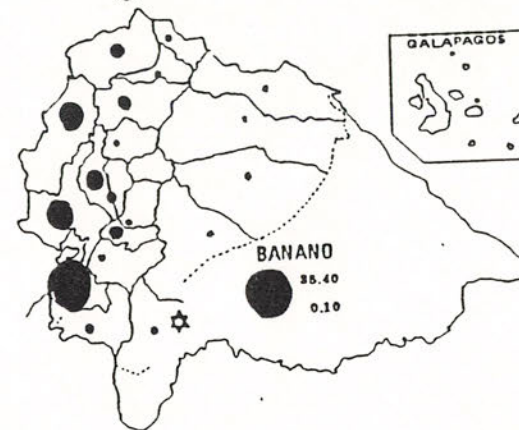
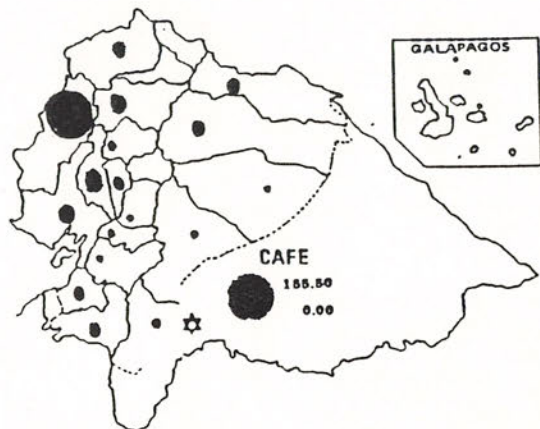
3/ Dans projets Pilahuin, Pungal-Chingazo, Patococha et Licto



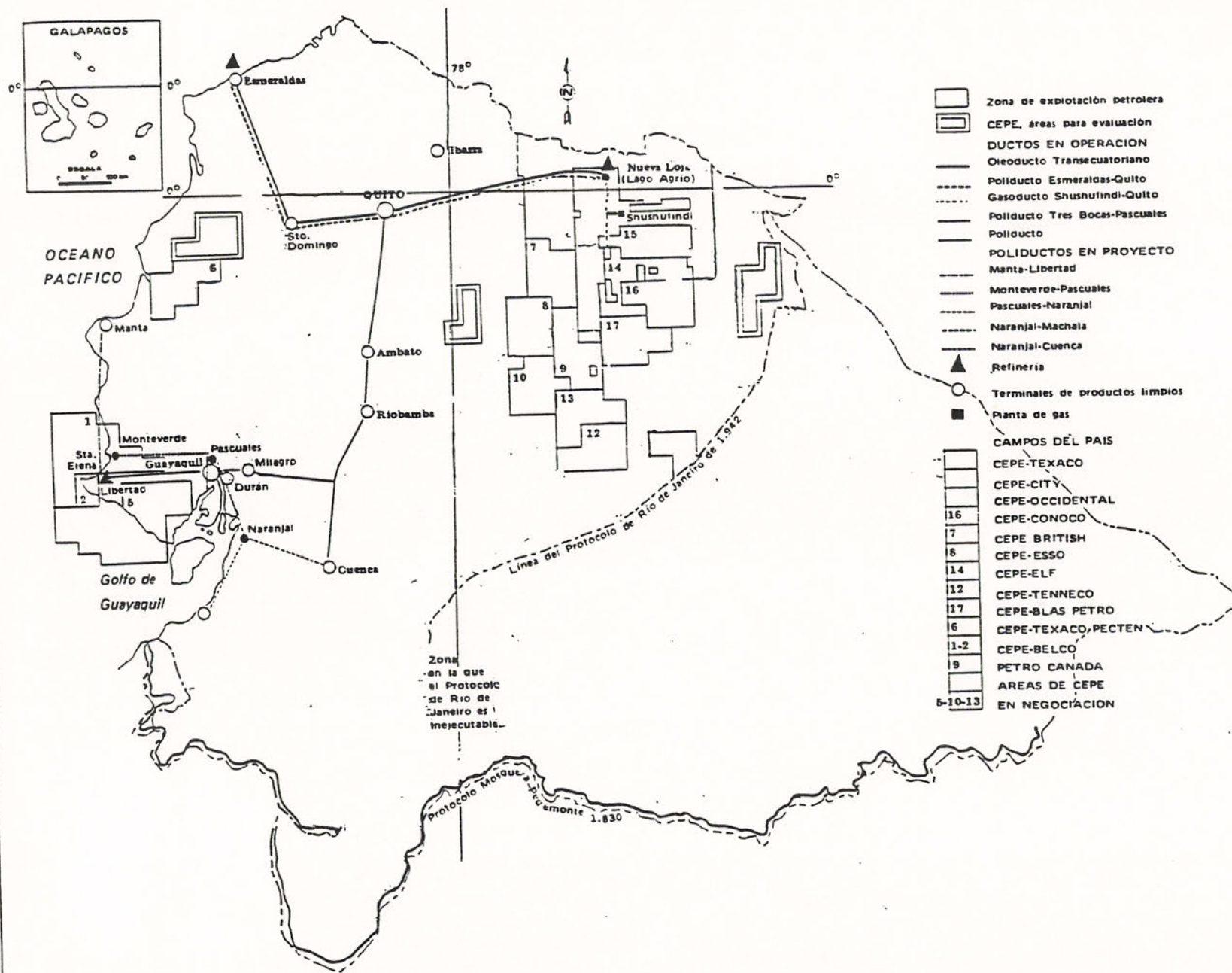
2/ Dans projets Pungal-Chingazo, Patococha, Licto et Cotacachi



4/ Dans projet Traitement du riz







4.1	BALANZA DE PAGOS (Millones de US \$)	1985	1986	1987	1988 (p)	1989 (p)	1990 Ene-Abr (p)
	Saldo en cuenta corriente	114	(553)	(1,131)	(505)	(472)	n.d.
	Balanza comercial	1,294	543	(33)	619	661	152
	Balanza de servicios y renta	(1,280)	(1,141)	(1,230)	(1,221)	(1,230)	n.d.
	Transferencias	80	45	132	97	97	n.d.
	Cuenta de capitales	(66)	319	1,043	486	854	n.d.
	Sector público	519	684	287	87	364	n.d.
	Sector privado	(10)	0	88	101	118	n.d.
	Otros capitales	(575)	(365)	668	298	372	n.d.
	Reservas internacionales	(48)	234	88	19	(382)	144
(p)	Cifras provisionales						
nd	Cifras no disponibles						
4.2	BALANZA COMERCIAL * (Millones de US \$ FOB)	1985	1986	1987	1988	1989 (p)	1990 Ene-Abr (p)
	Saldo	1,294	543	(33)	619	674	152
	Exportaciones	2,905	2,186	2,021	2,202	2,354	747
	Importaciones	1,611	1,643	2,054	1,583	1,680	595
* Con ajustes de balanza de pagos							
4.3.	EXPORTACIONES POR PRODUCTOS (Millones de US \$ FOB)	1985	1986	1987	1988	1989 (p)	1990 Ene-Abr (p)
	Exportaciones totales (a + b)	2,905	2,186	1,928	2,193	2,354	747
	Primarios	2,568	1,878	1,636	1,861	2,026	638
	Industrializados	339	308	291	332	328	110
	Exportaciones petroleras (a)	1,927	983	724	976	1,147	380
	Petróleo	1,825	912	646	875	1,033	351
	Derivados	102	70	78	101	115	29
	Exportaciones no petroleras (b)	978	1,203	1,204	1,217	1,206	367
	Primarios no petroleros	741	965	991	985	994	287
	Tradicionales (banano, café, cacao)	549	633	542	528	567	196
	Los demás primarios	192	332	449	458	427	91
	Industrializados no petroleros	237	238	213	231	213	70
	Alimenticios	202	185	138	157	135	40
	Químicos	9	9	12	10	7	3
	Manufacturas de metales	2	4	7	11	17	5
	Los demás industrializados	24	40	56	54	54	22
Fuente: B.C.E. Información Estadística Mensual No. 1636 de Junio 15, 1990							
4.4	IMPORTACIONES POR USO O DESTINO (Porcentajes)	1985	1986	1987	1988	1989 (p)	1990 Ene-Abr (p)
	Importaciones Totales	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
	Bienes de consumo no duradero	5.3	5.6	5.5	5.9	7.4	6.5
	Bienes de consumo duradero	3.3	3.8	3.7	3.7	2.8	2.4
	Combustibles y lubricantes	11.2	6.2	17.2	3.4	3.8	6.3
	Materias primas agrícolas	4.1	3.5	2.4	3.6	4.9	4.3
	Materias primas industriales	43.5	40.1	35.2	41.3	45.2	44.3
	Materiales de construcción	2.8	3.4	3.3	3.0	2.8	4.9
	Bienes de capital agrícolas	1.9	1.9	1.3	0.7	0.7	0.9
	Bienes de capital industriales	19.2	22.5	22.2	23.6	21.0	20.8
	Equipos de transporte	8.7	12.7	9.0	14.5	11.1	9.3
	Diversos	0.0	0.3	0.2	0.3	0.5	0.3

## PRESUPUESTO DEL ESTADO

dodis.ch/62841

5.1	GASTO PUBLICO POR SECTORES (Millones de sucos corrientes)	1985	1986	1987	1988	1989 (cod.)	1990 (presup)
	Gasto total	179,326	237,611	368,704	470,102	810,210	1,167,075
	Servicios generales	40,879	58,113	67,000	122,575	180,027	228,718
	Educación y cultura	40,957	55,912	70,412	99,499	146,560	198,468
	Bienestar social y trabajo	1,532	2,629	3,762	4,384	17,008	39,054
	Salud y desarrollo comunal	12,245	15,859	25,669	41,337	65,136	90,248
	Desarrollo agropecuario	7,302	7,475	9,156	15,712	23,195	38,996
	Recursos naturales y energéticos	4,540	3,337	3,543	2,643	4,429	4,916
	Industrias y comercio	1,000	1,482	1,901	10,732	20,311	7,719
	Transportes y comunicaciones	20,277	23,212	29,857	36,485	48,103	87,923
	Deuda pública	47,744	57,070	127,358	122,245	240,667	388,106
	Intereses	35,919	37,414	37,242	68,313	134,895	213,974
	Amortización	11,825	19,655	90,115	53,933	105,772	174,132
	Asignaciones globales	1,623	8,121	10,093	11,314	56,772	74,408
	Otros	1,228	4,402	19,954	3,177	8,000	8,520
5.2	GASTO POR SECTORES (Porcentajes)	1985	1986	1987	1988	1989 (cod.)	1990 (presup)
	Gasto total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
	Servicios generales	22.8	24.5	18.2	26.1	22.2	19.6
	Educación y cultura	22.8	23.5	19.1	21.2	18.1	17.0
	Bienestar social y trabajo	0.9	1.1	1.0	0.9	2.1	3.3
	Salud y desarrollo comunal	6.8	6.7	7.0	8.8	8.0	7.7
	Desarrollo agropecuario	4.1	3.1	2.5	3.3	2.9	3.3
	Recursos naturales y energéticos	2.5	1.4	1.0	0.8	0.5	0.4
	Industrias y comercio	0.6	0.6	0.5	2.3	2.5	0.7
	Transportes y comunicaciones	11.3	9.8	8.1	7.8	5.9	7.5
	Deuda pública	26.6	24.0	34.5	26.0	29.7	33.3
	Intereses	20.0	15.7	10.1	14.5	16.6	18.3
	Amortización	6.6	8.3	24.4	11.5	13.1	14.9
	Asignaciones globales	0.9	3.4	2.7	2.4	7.0	6.4
	Otros	0.7	1.9	5.4	0.7	1.0	0.7
	(cod) Valor codificado						
	(presup) Presupuesto						

Fuente: B.C.E. Memoria Anual 1988; Registros Oficiales, supl. 103 y 347, Presupuestos del Estado 1989 y 1990

	1985	1986	1987	1988 (p)	1989 (presup)	1990 (presup)
<b>INGRESOS DEL PRESUPUESTO GENERAL DEL ESTADO</b> (Millones de sucos corrientes)						
	V a l o r e s R e a l e s					
Ingresos totales netos (a + b + c)	188,893	257,988	397,410	513,870	703,000	1,167,075
Corrientes (a)	189,472	186,803	236,762	412,760	703,000	1,167,075
Petroleros	113,975	73,612	89,633	162,102	330,838	559,425
No petroleros	74,924	117,268	150,240	250,268	371,596	607,005
Impuestos al comercio exterior	26,013	36,109	41,859	66,998	92,635	177,100
Impuestos internos	44,816	75,266	100,205	158,313	258,337	416,697
No tributarios	4,095	5,893	8,177	24,959	20,624	12,563
Transferencias	1,696	1,083	1,497	409	566	645
Certificados de Abono Tributario y notas de crédito (-)	(1,124)	(5,159)	(4,608)	(19)	0	0
De capital (b)	(5,808)	56,289	135,378	72,167	0	0
Crédito Público	(5,808)	56,151	135,378	72,167	0	0
Externo	0	33,528	89,894	10,075	0	0
Interno	(5,929)	22,623	45,484	58,093	0	0
Reembolsos de créditos	121	0	0	4,000	0	0
Venta de activos	0	138	0	0	0	0
Saldo inicial (c)	5,229	14,896	25,270	28,743	0	0

ANNEXE No 6

PROGRAMAS	No. de proyectos seleccionados	Inversión				
		Total 1989-1992	1989	1990	1991	1992
1. <u>Productividad agropecuaria</u>	9	44.357.2	7.949.1	11.952.3	13.785.1	10.670.7
2. <u>Fomento de la producción agrícola</u>	9	6.892.4	1.527.0	1.805.1	1.755.7	1.804.6
3. <u>Fomento producción pecuaria</u>	9	5.969.4	897.9	2.072.5	1.520.0	1.479.0
4. <u>Comercialización y almacenamiento</u>	7	18.446.6	752.9	10.116.9	6.010.8	1.566.0
5. <u>Seguridad alimentaria</u>	3	1.147.6	89.4	486.3	287.4	284.5
6. <u>Desarrollo rural</u>	18	51.286.8	12.475.8	11.744.0	13.541.0	13.526.0
7. Reforma agraria	6	7.036.7	1.463.7	1.721.0	1.991.0	1.861.0
8. Colonización	11	11.872.3	927.4	3.815.3	3.659.3	3.470.3
9. Gran irrigación	11	412.319.5	38.857.4	122.601.0	143.163.6	107.697.5
10. <u>Mediana y pequeña irrigación</u>	15	50.347.7	11.125.1	13.776.1	16.000.4	9.446.1
11. Pesca	8	28.486.8	1.593.9	8.830.6	9.045.8	9.016.5
12. Manufactura	8	220.777.0	12.840.1	26.397.7	84.892.1	96.647.1
13. Vialidad	28	125.914.8	29.850.8	43.111.2	33.437.7	19.515.1
14. Transporte ferroviario	7	71.563.0	13.503.3	3.951.1	27.954.1	26.154.5
15. Transporte aéreo	5	99.604.0	7.279.0	28.150.0	32.430.0	31.745.0
16. Transporte acuático	5	45.810.5	6.530.6	8.260.6	12.102.6	18.916.7
17. Telecomunicaciones	6	240.535.0	47.735.0	57.300.0	65.500.0	70.000.0
18. Correos	4	1.421.0	611.0	285.0	265.0	260.0
19. Hidrocarburos	7	799.099.5 <sup>*/</sup>	102.499.5	293.325.0	214.175.0	189.100.0
20. Electricidad	11	169.757.6	73.855.4	72.771.3	16.567.3	6.563.6
21. Energías no convencionales	6	1.069.5	181.5	302.0	289.0	297.0
22. Desarrollo regional	15	16.385.6	1.751.8	4.804.9	4.978.7	4.850.2
23. Equipamiento urbano	13	72.148.4	16.494.4	12.754.5	20.839.1	22.060.4
24. Vivienda	3	86.235.5	20.452.0	23.955.9	18.270.3	23.557.3
25. <u>Recursos naturales y medio ambiente</u>	15	11.782.5	2.098.1	3.498.9	3.259.6	2.925.9
26. Turismo	7	3.262.1	698.0	854.7	854.7	854.7
27. Minería	8	23.538.8	482.6	9.235.8	7.150.0	6.670.4
28. <u>Capacitación</u>	7	23.267.3	7.941.2	6.184.5	4.453.6	4.688.0
29. <u>Empleo</u>	4	79.623.5	6.952.5	16.525.0	24.716.0	31.430.0
30. Educación	9	93.844.1	33.249.1	24.286.8	19.940.9	15.827.3
31. Cultura	12	7.422.0	3.782.5	1.569.3	1.034.5	1.035.7
32. Atención de la salud	6	47.746.8	8.409.8	12.997.0	13.140.0	13.200.0
33. Construcción y equipamiento hospitalario	20	80.983.2	12.442.5	29.281.0	25.305.2	13.954.5
34. Agua potable	13	180.888.1	85.239.8	55.359.8	23.130.8	17.157.8
35. Alcantarillado y saneamiento	8	28.331.3	9.009.0	7.694.1	7.834.1	3.794.1
36. Seguridad social	5	77.256.0	16.625.0	18.716.0	20.173.0	21.742.0
37. Organización y participación popular	9	62.471.0	5.643.7	14.963.5	18.363.4	23.500.4
38. Bienestar social	7	91.860.9	10.626.7	16.272.7	25.988.7	38.972.8
39. Ciencia y tecnología	8	12.777.1	327.9	4.425.0	4.322.0	3.702.2
<b>SUMAN:</b>	<b>362</b>	<b>3'413.539.1</b>	<b>614.772.4</b>	<b>986.694.3</b>	<b>942.127.5</b>	<b>869.944.9</b>

: sectores de mayor interés para la DDA (subrayados)

\* Corresponden a inversión directa extranjera en los contratos de riesgo.

**EVOLUCION DE LA DEUDA EXTERNA TOTAL**  
**1970-89**  
(en millones de dólares)

ANNEXE No 7a

Año	Saldo fin de año	Total	Desembolsos			
			Efectivo	Refinan- ciamiento	Capitall- zación	Total
1970	241,5	48,2	48,2	-	-	19,8
1971	269,8	49,1	49,1	-	-	29,8
1972	343,9	113,1	113,1	-	-	30,0
1973	360,4	61,1	61,1	-	-	33,0
1974	410,0	124,9	124,9	-	-	95,7
1975	512,7	149,2	149,2	-	-	44,0
1976	693,1	265,2	265,2	-	-	85,5
1977	1263,7	662,4	662,4	-	-	100,5
1978	2974,6 <sup>(1)</sup>	1017,0	1017,0	-	-	401,3
1979	3554,1	1850,7	1850,7	-	-	1277,3
1980	4651,8 <sup>(1)</sup>	1949,7	1949,7	-	-	898,5
1981	5866,2	2767,8	2767,8	-	-	1513,2
1982	6166,0 <sup>(1)</sup>	2245,0	1578,3	667,0	-	1885,0
1983	6707,1	2601,0	709,7	1571,1	52,0	1767,6
1984	7514,6 <sup>(2)</sup>	1610,0	403,6	1313,0	25,1	1531,1
1985	8090,4	1753,0	569,2	1150,0	38,9	1434,3
1986	9074,4	2022,3	908,7	982,0	19,1	1399,9
1987	10330,0	3016,7	1397,2	905,7	12,0	2055,7
1988	10535,7	2607,7	852,3	998,5	-	2390,7
1989	11828,6	2939,9	1135,2	705,6	-	1647,0

(1) Se amplió la fuente de información.

(2) A partir de 1984 aparece la información de otros créditos recibidos pero que no los publicaba el Banco Central. Créditos provenientes del FMI, Fondo Andino de Reserva (FAR), Crédito de Santo Domingo (CDS), bancos de los Estados Unidos y gobierno del Japón. Esto explica el incremento del saldo de 6.701,1 millones al finalizar 1983 a 7.258,9 millones de dólares para fin de 1984.

**SERVICIO DE LA DEUDA EXTERNA**  
**1970-87**  
-excluyendo refinanciamiento-  
(en porcentajes)

Período	Servicio/ Exportación de bienes	Servicio/ PIB
1970	12,3	1,7
1971	16,8	2,5
1972	13,0	2,2
1973	8,7	2,0
1974	9,6	3,1
1975	9,3	2,2
1976	16,4	4,0
1977	30,6	6,4
1978	38,5	7,7
1979	74,3	17,0
1980	56,0	12,0
1981	84,6	15,3
1982	85,3	19,2
1983	37,1	23,6
1984	42,2	16,8
1985	37,8	13,0
1986	54,0	9,4
1987	63,6	6,3

Source : "El desafío de la deuda externa", Alberto Acosta, Diego Borja, José Moncada et Eduardo Santos, Grupo de trabajo sobre deuda externa y desarrollo, Quito, 1989

### REGION: ACTUALIZACION DE LA DEUDA EXTERNA

	Saldo de deuda US\$bn fin 1990	Export. 1990 US\$m	Prop. % Intereses/ export.	Conversión deuda US\$m	Merc. secundario valor nom. %		Acuerdo anterior de renegociación con bancos acreedores	Situación actual
					Diciembre 1990	Agosto 1991		
ECUADOR	11,7	2.700	29,5	418 (1987-89)	20,0	25,0	Nov 1987: US\$4.68bn con US\$350bn de crédito nuevo a largo plazo.	Con elecciones en 1992, el gobierno se niega a incrementar precios de combustibles ni negociar su pago simbólico (30% de lo contratado) con los bancos acreedores.



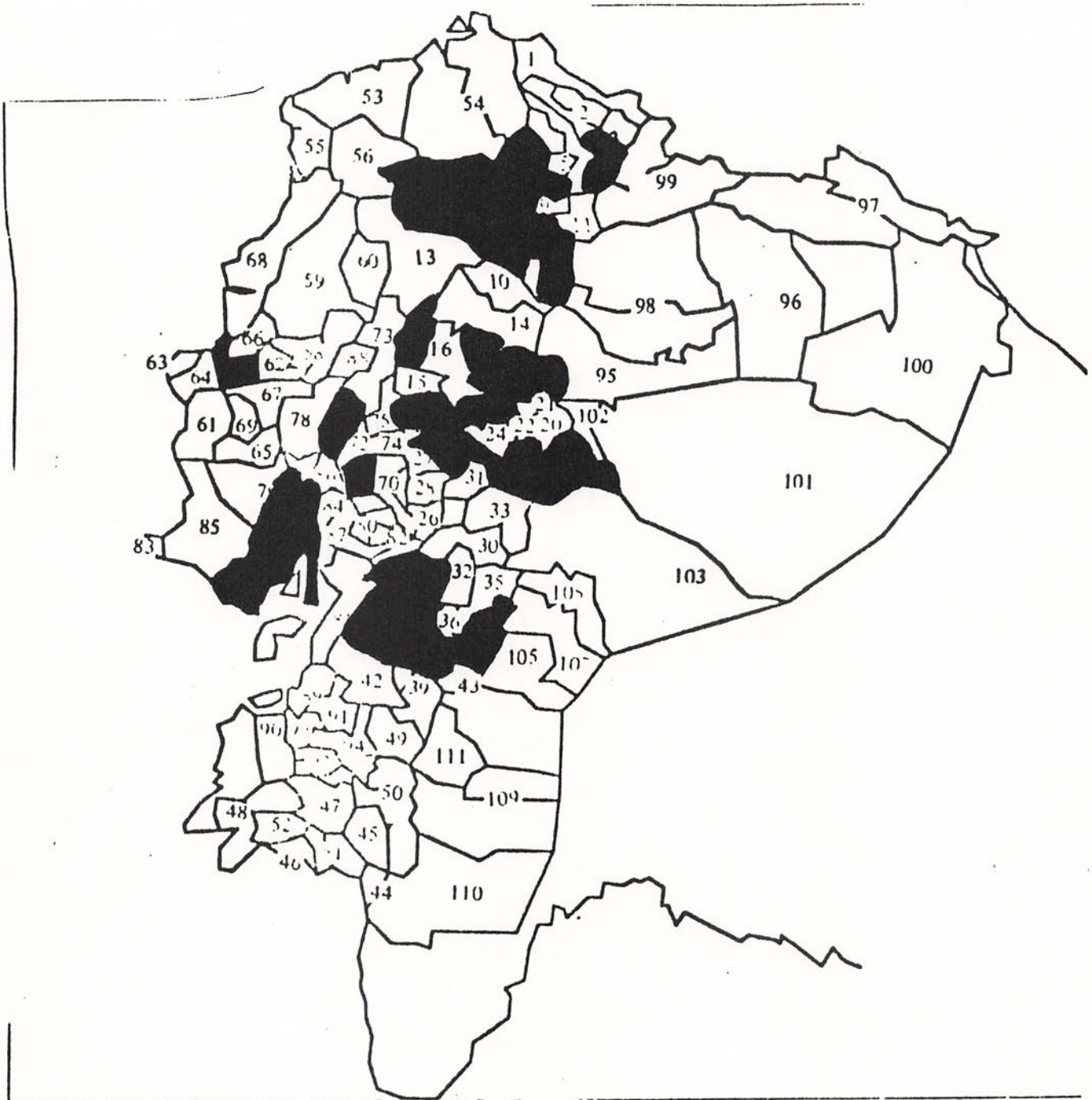
## CANTONES DEL ECUADOR

PROVINCIA	CANTON		
<u>CARCHI</u>	1 Tulcán 2 Espejo <u>3 Montúfar</u>	<u>MANABI</u>	<u>57 Portoviejo</u> 58 Bolívar 59 Chone 60 El Carmen 61 Jipijapa 62 Junín 63 Manta 64 Montecriste 65 Paján 66 Rocafuerte 67 Santa Ana 68 Sucre 69 24 de Mayo
<u>IMBABURA</u>	<u>4 Ibarra</u> 5 Antonio Ante <u>6 Cotacachi</u> <u>7 Otavalo</u>		
<u>PICHINCHA</u>	<u>8 Quito</u> 9 Cayambe 10 Mejía 11 Pedro Moncayo 12 Rumiñahui 13 Santo Domingo	<u>LOS RIOS</u>	<u>70 Babahoyo</u> <u>71 Baba</u> 72 Pueblo Viejo 73 Quevedo 74 Urdaneta 75 Ventanas <u>76 Vinces</u>
<u>COTOPAXI</u>	14 Latacunga 15 Pangúa 16 Pujilí <u>17 Salcedo</u> <u>18 Saquisilí</u>		
<u>TUNGURAHUA</u>	<u>19 Ambato</u> 20 Baños 21 Patate 22 Pelileo <u>23 Pillaro</u> 24 Quero	<u>GUAYAS</u>	<u>77 Guayaquil</u> 78 Balzar <u>79 Daule</u> 80 Milagro 81 Naranjal 82 Naranjito 83 Salinas 84 Lomborondón 85 Santa Elena 86 Urbina Jado 87 Yaguaji 88 El Empalme
<u>BOLIVAR</u>	<u>25 Guaranda</u> 26 Chillanes 27 Chimbo 28 San Miguel		
<u>CHIMBORAZO</u>	<u>29 Ríobamba</u> 30 Alausí 31 Colta 32 Chunchi 33 Guamote <u>34 Guano</u>	<u>EL ORO</u>	89 Machala 90 Arenillas 91 Pasaje 92 Piñas 93 Santa Rosa 94 Zaruma
<u>CAÑAR</u>	35 Azogues 36 Biblián <u>37 Cañar</u>	<u>NAPO</u>	95 Tena 96 Orellana 97 Putumayo 98 Baeza 99 Sucumblos 100 Aguariño
<u>AZUAY</u>	<u>38 Cuenca</u> 39 Girón <u>40 Gualaquiza</u> <u>41 Paltas</u> 42 Santa Isabel 43 Sigig	<u>PASTAZA</u>	1 Pastaza 2 Mera
<u>LOJA</u>	44 Espindola <u>45 Gonzanamá</u> 46 Macará 47 Paltas 48 Puyango <u>49 Saraguro</u> 50 Loja 51 Calvas 52 Celica	<u>MORONA SANTIAGO</u>	3 Morona 4 Gualaquiza 5 Limón Indanza <u>6 Palora</u> 7 Santiago 8 Sucúa
<u>ESMERALDAS</u>	53 Esmeraldas 54 Eloy Alfaro 55 Muisne 56 Quinindó	<u>ZAMORA CHINCHIPE</u>	9 Zamora 10 Chinchipe 11 Yacuambi

— : Provinces et cantons dans lesquels la DDA appuie des projets (soulignés)



Cantons dans lesquels la DDA appuie des projets



NIVELES DE POBREZA POR CANTON  
NIVEL 1 AREAS MUY CRITICAS

=====

CANTON

Giron  
Gualaceo : t. 311 Ecuador 29 (broderie)  
Paute : t. 311 Ecuador 29  
Sigsig  
Canar : t. 311 Ecuador 25 (Patococha)  
Colta  
Guamote : t. 311 Ecuador 19 (forêt)  
Guano : t. 311 Ecuador 24 (Pungal Chingaso)  
Pujili  
Saquisilí : t. 311 Ecuador 19  
Muisne  
Quininde  
Balzar  
Salinas  
Santa Elena  
El Empalme  
Espindola  
Saraguro :  
Baba : t. 851-41 petit projet BID Traitement du riz  
Jipijapa  
Junin  
Pajan  
24 de Mayo  
Palora : t. 311 Ecuador 20 (fruticulture)

NIVELES DE POBREZA POR CANTON  
NIVEL 2 AREAS CRITICAS

=====

CANTON

Cuenca : t. 311 Ecuador 29  
 Santa Isabel  
Guaranda : t. 311 Ecuador 17 (fromageries rurales)  
 Chillanes  
 Chimbo  
 San Miguel  
 Azogues  
 Biblian  
 Montufar  
Riobamba : t. 311 Ecuador 19, 30 (Riobamba), 33 (Licto), 34 (CENACAM)  
 Chunchi  
 Latacunga  
 Pangua  
Salcedo : t. 311 Ecuador 20  
 Arenillas  
 Esmeraldas  
 Eloy Alfaro  
Daule : t. 311 Ecuador 19  
 Samborondon  
Ibarra : t. 311 Ecuador 20  
 Antonio Ante  
Cotacachi : t. 311 Ecuador 36  
Otavalo : t. 311 Ecuador 19  
 Loja :  
 Gonzanama :  
 Macara :  
 Paltas :  
 Puyango :  
 Celica :  
 Pueblo Viejo :  
 Quevedo :  
 Urdaneta :  
 Ventanas :  
Portoviejo : t. 311 Ecuador 20  
 Bolivar  
 Chone  
 Manta  
 Montecristi  
 Rocafuerte  
 Santa Ana  
 Sucre  
 Morona  
 Gualaquiza  
 Limon Indanza  
 Sucua  
 Tena  
 Orellana  
 Sucumbios

NIVELES DE POBREZA POR CANTON  
 NIVEL 3 AREAS MENOS CRITICAS

=====

CANTON

Tulcan  
 Espejo  
 Machala  
 Pasaje  
 Pinas  
 Santa Rosa  
 Zaruma

Guayaquil : t. 851-41, petit projet BID appui micro-entreprises

Naranjal  
 Naranjito

Yahuachi  
Babahoyo : t. 851-41, petit projet BID appui micro-entreprises

Santiago

Mera : t. 851-41, petit projet BID "Fundacion Nuestros jovenes"

Quito

Ruminahui

Santo Domingo

Banos

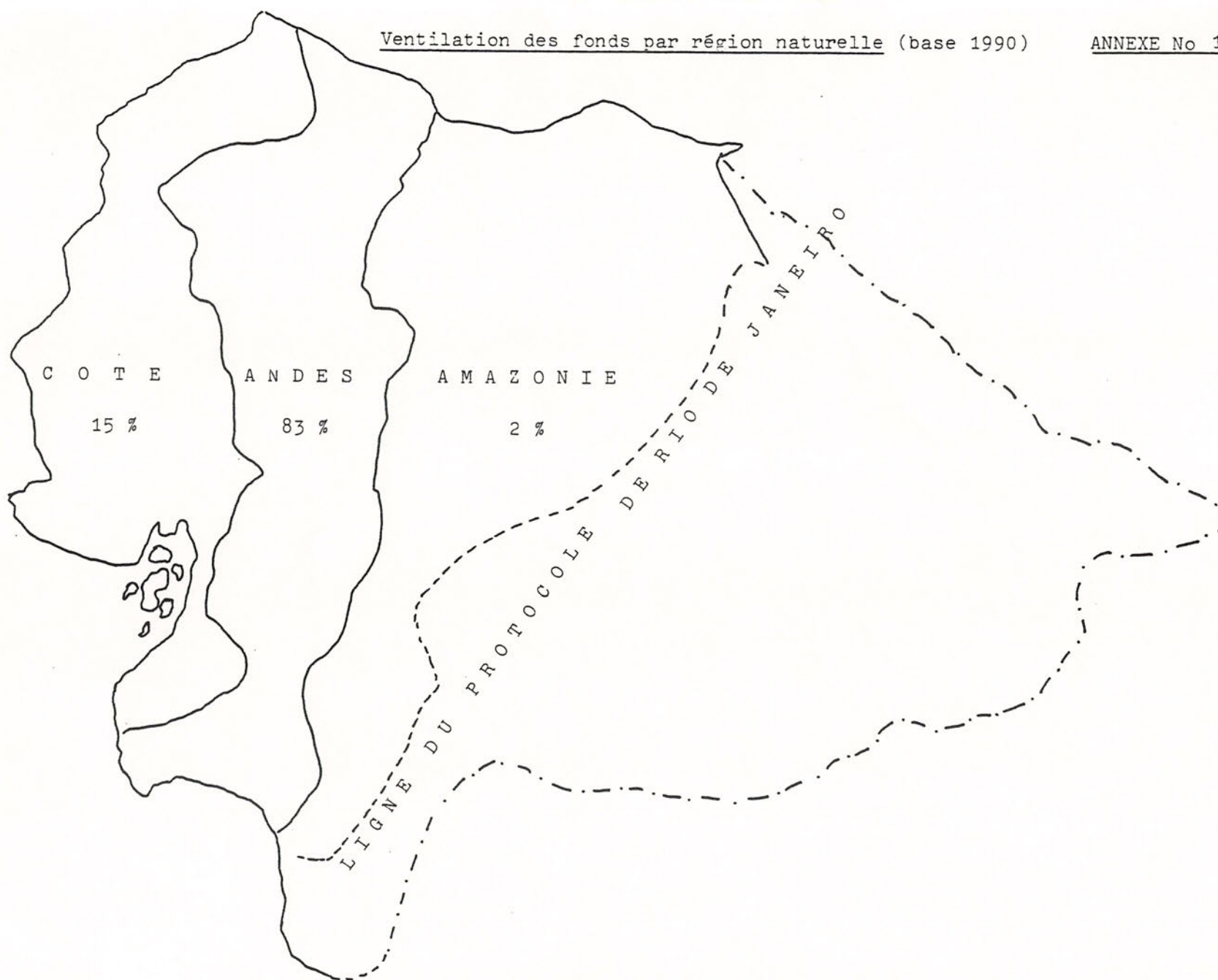
Patate

## LISTA ACTUALIZADA AL 30.06.91 DE LOS PROYECTOS/PROGRAMAS APOYADOS POR LA COTESU ECUADOR

No.	PROYECTO	NUMERO FASE ACTUAL	COMPROMISOS DESDE INICIO PROYECTO	COMPROMISOS FASE ACTUAL	DESEMBOLSOS			X ANUAL 89-90
					1989	1990	1991 /1	
01	13 COORDINACION	4	850,000.00	850,000.00	165,000.00	282,500.00	210,842.00	223,750
02	17 BUESERIAS	5	3,129,000.00	174,000.00	56,978.00	49,600.00	33,153.00	53,289
03	19 FORESTACION	3	4,827,676.00	1,800,000.00	515,000.00	550,000.00	473,263.00	532,500
04	20 FRUTICULTURA	4	5,251,000.00	2,400,000.00	530,000.00	800,000.00	526,460.00	665,000
05	22 PILAHUIN	5	2,191,000.00	390,000.00	193,000.00	259,300.00	75,000.00	226,150
06	24 PUNGAL CHINGAZO	5	3,201,955.00	290,000.00	150,000.00	161,000.00	67,114.00	155,500
07	25 PATOCOCHA	4	5,061,500.00	2,000,000.00	322,000.00	361,517.00	70,000.00	341,759
08	28 VICUNA	2	384,553.00	193,000.00	95,000.00	120,000.00	0.00	107,500
09	29 BORDADOS	2	1,435,000.00	705,000.00	243,000.00	180,000.00	176,577.00	211,500
10	30 RIOBAMBA	2 /2	1,605,000.00	270,000.00	772,000.00	515,000.00	270,000.00	643,500
11	32 PENIPE	1	890,000.00	890,000.00	337,962.00	193,500.00	2,549.00	265,731
12	33 LICTO	1	4,200,000.00	4,200,000.00	0.00	532,423.00	279,328.00	266,212
13	34 CENACAM	1	1,980,000.00	1,980,000.00	0.00	312,098.56	99,861.90	156,049
14	35 PAPA	1	1,740,000.00	1,740,000.00	0.00	0.00	650,000.00	0
15	36 POSTCOSECHA COTACACHI	1	180,000.00	180,000.00	0.00	120,000.00	60,000.00	60,000
16	851.42.22 UNOCAB		944,000.00	0.00	469,446.00	234,725.00	239,829.00	352,086
17	851.41.32 MICROEMPRESAS	1	510,000.00	510,000.00	0.00	101,597.00	50,701.00	50,799
18	851.41.37 FNJ	1	824,000.00	824,000.00	0.00	0.00	0.00	0
TOTALES			39,204,684.00	19,396,000.00	3,849,386.00	4,773,260.56	3,284,677.90	4,311,323

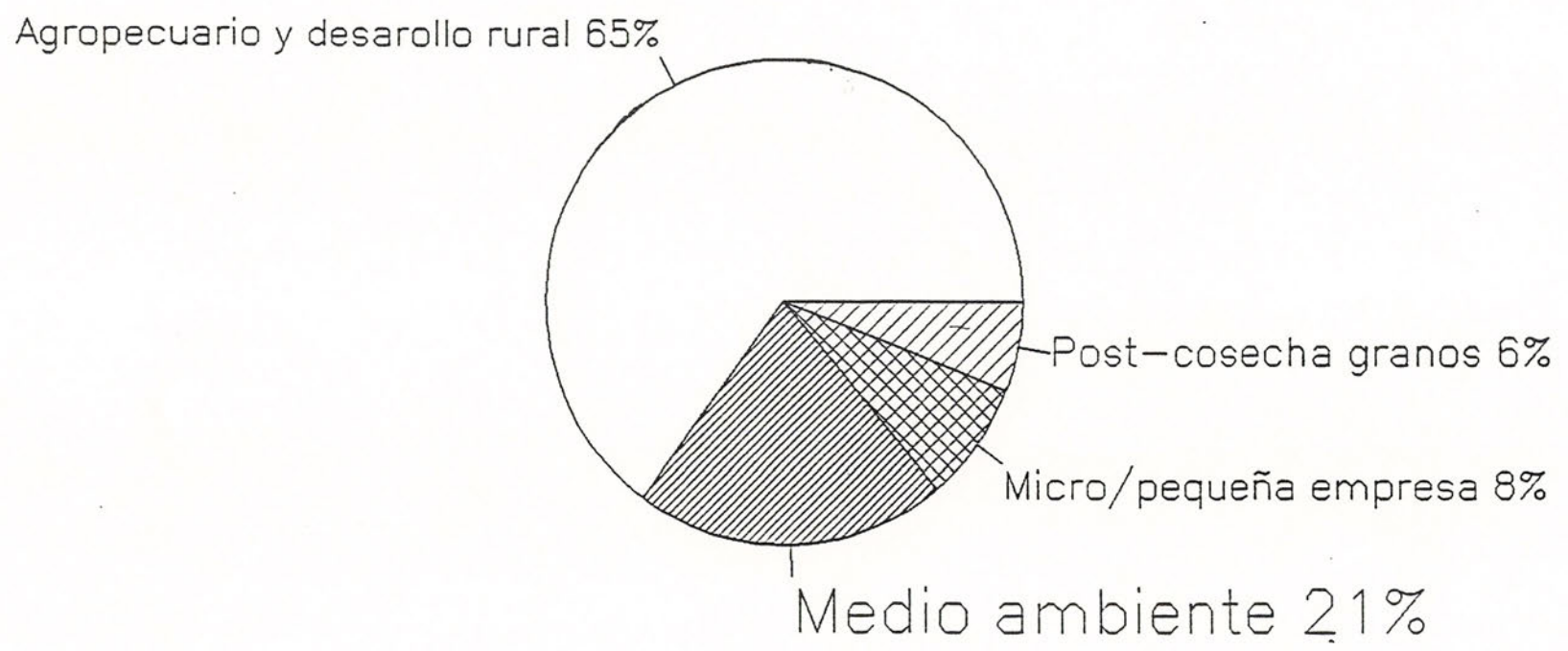
/1 DESEMBOLSOS AL 30.06.91

/2 FASE INTERMEDIA



# FONDOS / PROYECTOS POR SECTORES

ANNEXE No10b



PROGRAMME GLOBAL EN '000 fr.s.

Etat : 1/6/91

ANNEXE No 11

RESPONSABILITE	D E B O U R S E M E N T S				T O T A L
	1989	1990	1991	1992 (prévu)	
DDA bilatéral	3852	3619	3391	4353	15215
<u>ONG's</u>					
INTERCOOPERATION	500	213	325	1200	2238
SWISSAID	450	450	450	450	1800
SWISSCONTACT	300	300	300	300	1200
FAO	0	566	650	330	1546
BID	469	304	463	582	1818
CIP	0	0	580	555	1135
Total	5571	5452	6159	7770	24952



**C O T E S U**

Oficina de Coordinación - Quito

DDA/Amérique latine  
 AN VO, SO/RDD  
 A Eigerstrasse 80  
 3003 - Bern

REF  
 t. 311 Ecuador

DATUM 23.9.91  
 FECHA

BITTE ANRUFEN  
 LLAMAR P.F. Nro.:

WEITERLEITEN AN:  
 TRANSMITIR A

VON R. Avanthay  
 DE

**GEGENSTAND** PPP Equateur  
**OBJETO**

<input checked="" type="checkbox"/> ZUR KENNNTNIS PARA SU INFO	<input type="checkbox"/> ZUR ERLEDIGUNG P. ELABORACION	<input type="checkbox"/> AUFL. WUNSCH SEG. SOLICITUD	<input type="checkbox"/> BITTE BESPRECHEN FAVOR DISCURTIRLO
<input type="checkbox"/> ZU IHREN AKTEN PARA SUS ACTAS	<input type="checkbox"/> ZUR ST.-NAHME RESPUESTA P.F.	<input type="checkbox"/> GEM. BESPR. SEG. CONVERS.	<input type="checkbox"/> ZUR UNTERSCHRIFT PARA SU FIRMA

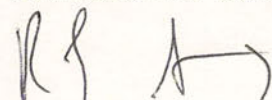
Ci-annexé, après l'approbation que vous nous avez récemment communiquée, vous trouverez 2 copies du document sous sa présentation finale.

Il y a une copie pour VO et la seconde pour SO/RDD.

En ce qui concerne le futur, le calendrier est le suivant :

- 01) en 9/92, adaptations des statistiques en fonction des chiffres disponibles de 1991 et enregistrés sur la "data-base" UNISYS
- 02) dès que possible en 92, modification de la partie sur la petite industrie en fonction des résultats de l'étude et du projet qui commencera.
- 03) courant 93, avant mon départ de l'Equateur, donc au plus tard dans le dernier trimestre, ~~éixix~~ révision du PPP pour ce qui doit/peut l'être, en considération notamment du changement de gouvernement qui interviendra très vraisemblablement en 92.

Meilleures salutations

  
 R. Avanthay

NO	VO SO RDD	3/4
Datum	27.9.91	
Visa	SSS	SS
EDA	27.09.91	15
Ref.		

BEILAGEN:  
ANEXOS

KOPIEN AN:  
COPIAS A

UNTERSCHRIFT:  
FIRMA

WEITERES VORGEHEN:  
PROCEDER

BITTE WENDEN  
A LA VUELTA